

Cette déclaration doit être remplie dans le cadre de la souscription d'un contrat par :  
-Un mineur sous tutelle  
-Un majeur protégé (sous sauvegarde de justice, curatelle ou tutelle).

IDENTIFICATION DU REPRESENTANT	
<input type="checkbox"/> MADAME <input type="checkbox"/> MONSIEUR	
NOM : .....	
PRENOM : .....	
DATE DE NAISSANCE : /.../.../.../.../.../.../.../.../...	
ADRESSE POSTALE : .....	
BP : .....	CODE POSTAL : ..... COMMUNE : .....
ADRESSE EMAIL : .....@.....	
N° DE PORTABLE : (+687).....N° DE TELEPHONE FIXE : (+687).....	

Je soussigné(e), .....  
avoir été désigné(e), par :

- Ordonnance du juge des tutelles,
- Ordonnance de mise sous curatelle,
- Ordonnance de mise sous sauvegarde de justice

ci-jointe (1), en qualité de :

- tuteur(trice) légal(e) ;
- curateur (trice) ;
- mandataire spécial ;

de la ou des personne(s) ci-dessous mentionnées et, à ce titre, représente cette (ces) personne(s) dans le cadre de la souscription du contrat individuel d'adhésion à la Mutuelle des Fonctionnaires en vue de bénéficier d'une couverture santé complémentaire.

## IDENTIFICATION DES PERSONNES REPRESENTEES

NOM	
PRENOM	
DATE DE NAISSANCE	
REGIME (1)	<input type="checkbox"/> TUTELLE <input type="checkbox"/> CURATELLE <input type="checkbox"/> SAUVEGARDE DE JUSTICE

NOM	
PRENOM	
DATE DE NAISSANCE	
REGIME (1)	<input type="checkbox"/> TUTELLE <input type="checkbox"/> CURATELLE <input type="checkbox"/> SAUVEGARDE DE JUSTICE

NOM	
PRENOM	
DATE DE NAISSANCE	
REGIME (1)	<input type="checkbox"/> TUTELLE <input type="checkbox"/> CURATELLE <input type="checkbox"/> SAUVEGARDE DE JUSTICE

NOM	
PRENOM	
DATE DE NAISSANCE	
REGIME (1)	<input type="checkbox"/> TUTELLE <input type="checkbox"/> CURATELLE <input type="checkbox"/> SAUVEGARDE DE JUSTICE

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

Signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessous dans les conditions prévues par la loi 78-17 du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004.

(1) : Joindre obligatoirement :

- Une photocopie de l'ordonnance du juge
- Une photocopie recto-verso des pièces d'identité en cours de validité du représentant et de la personne représentée.